

Accouchement en vue pour le futur pôle mère-enfant

Pascal Villebeuf | Publié le 08.03.2012, 07h00



MONTEREAU, HIER APRÈS-MIDI. Gilles Boyer, patron de BTP, l'architecte Catherine Hall, Nourredine Harriche, président de la CME, Alain Slama, le directeur, et Yves Jégo (de g.à dr.) sont soulagés de la prochaine reprise du chantier. | (LP/P.V.)

«Xavier Bertrand, le ministre de la Santé, vient de donner son autorisation pour la reprise des travaux du bâtiment pôle mère-enfant de notre hôpital. Le chantier pourra redémarrer dès cet été, après que l'architecte ait revu sa copie », a annoncé triomphalement hier Yves Jégo, député-maire PR de Montereau. Rappelons que le 4 octobre l'agence régionale de santé avait suspendu ce projet, dont la première pierre avait pourtant été posée en juillet, au motif qu'il fallait vérifier la pertinence médicale et financière du dossier.

40 lits d'hospitalisation

Après divers rebondissements, le chantier est relancé après un redimensionnement des surfaces et une orientation médicale différente. « Le budget sera de 25 M€ HT, au lieu de 28 M €. Et on passe de 8000 m² à 7000 m². Le projet de maternité est conservé, avec les services de gynécologie-obstétrique et pédiatrie et 34 lits d'accueil pour les mamans. En 2011, nous avons eu 800 naissances et nous visons le chiffre de 1 000 rapidement, puisque nous aurons la maternité la plus moderne du Sud 77 », assure l' élu.

« La nouveauté, c'est que le nouveau bâtiment n'accueillera plus les consultations, mais un service chirurgie flambant neuf avec ses blocs opératoires et 40 lits d'hospitalisation, dont 10 en ambulatoire, ajoute-t-il. Les consultations, elles, seront transférées dans l'actuel bâtiment abritant la chirurgie. Reste à solutionner la création d'un service de stérilisation. Pour l'instant, c'est suspendu. On doit étudier si on peut en aménager un, en commun avec un autre hôpital du sud du département. » L'architecte chargée du projet, Catherine Hall, sourit. « On affine le projet et nous pensons redémarrer le chantier peut-être en juin. Il durera vingt-quatre mois. » Soulagement également du côté des entreprises. « C'est la fin des incertitudes. On a frôlé le chômage technique, car ce sont 120 personnes qui doivent travailler sur cette construction. On a dû occuper les employés sur d'autres chantiers, sans prendre de grosses commandes, comme 19 autres entreprises », confie Gilles Boyer, chargé du gros- œuvre.